



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques



10.11.2020

Perspectives stratégiques du sultanat d'Oman post-Qabous

Chloé Jamet

RESUME

Depuis janvier 2020, Oman est dirigé par un nouveau sultan, Haïtham ben Taïmour. Après un demi-siècle marqué par la neutralité stratégique du sultan Qabous, la continuité devrait être assurée grâce au nouveau ministre des Affaires étrangères Badr al-Busaidi et au prince héritier Theyazin ben Haïtham. Oman continuera à se positionner sur les différents dossiers de la région (Iran, Yémen, Syrie) avec pour objectifs de contribuer à l'apaisement des conflits, de protéger sa propre sécurité et de promouvoir son rôle d'acteur diplomatique. Le sultanat cherchera aussi à s'assurer des perspectives économiques afin de pallier la fin de la rente des hydrocarbures et le chômage des jeunes. L'enjeu principal pour le sultan Haïtham ben Taïmour sera de préserver l'équilibre entre les États-Unis et la Chine, tout en profitant au maximum de leurs capacités d'investissement.

Le 10 janvier 2020, Qabous ben Saïd laissait Oman orphelin : après un demi-siècle de règne sans partage sur le sultanat de la rive sud de la péninsule Arabique, le nouveau sultan Haïtham ben Taïmour (65 ans), cousin de Qabous, lui succédait sur le trône. Qabous lui aura légué un pays qui a accédé à la modernité en un temps record grâce à l'exploitation de ses ressources d'hydrocarbures et qui a su se faire une place au sein de la région grâce à une politique étrangère singulière de neutralité, méritant ainsi son surnom de « Suisse du Moyen-Orient ». Tout en dépensant beaucoup pour sa défense, le sultanat d'Oman s'est imposé grâce à sa diplomatie de coexistence pacifique entre les nations, de dialogue et de non-ingérence dans les affaires de ses voisins. Lors de son premier discours, auquel ont assisté Boris Johnson, Mohammad Javad Zarif, Mohammed ben Zayed et Tamim al Thani, le nouveau sultan a déclaré vouloir poursuivre la politique étrangère efficace de neutralité mise en place par son défunt cousin¹.

Pendant ses cinquante ans de règne, Qabous a réussi à moderniser son pays qui conservait sous le règne de son père les codes du XIX^e siècle. Aujourd'hui, Oman est l'un des pays les plus développés de la région (IDH de 0.83 en 2013). Ce développement exceptionnel a permis à Qabous de contrôler le pays de manière autocratique (il était à la fois chef de l'État, Premier ministre, ministre de la Défense, de l'Intérieur et des Finances) en n'autorisant qu'une faible participation du peuple omanais à la vie politique. Son règne s'est achevé à la clôture du plan de développement « Vision 2020 » qu'il avait mis en place mais dont les objectifs n'ont pas tous été atteints. En effet, si le pays a amélioré ses indicateurs, il reste toujours certains défis auxquels le nouveau sultan devra faire face.

¹ https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/13/apres-la-mort-du-sultan-d-oman-une-transition-en-douceur_6025692_3210.html.

À l'aurore du règne du sultan Haïtham, plutôt spécialiste des questions économiques que militaires, la fin annoncée de la rente pétrolière remet en cause la stabilité du pays : l'enjeu majeur pour Oman consiste donc à réussir l'après-hydrocarbure, précipité par la nécessité de transition écologique. La chute des prix du baril occasionnée par la guerre commerciale lancée par l'Arabie saoudite, puis aggravée par la crise sanitaire mondiale, s'ajoute à des réserves très limitées en comparaison des voisins. Les réserves omanaises de pétrole, évaluées à seulement 5,5 milliards de barils (face aux 320 milliards saoudiens) devraient être épuisées dans 15 ans ; quant à celles de gaz naturel, elles seront épuisées dans 18 ans². Les attaques récentes de navires dans le golfe d'Oman, point de passage névralgique que le sultanat partage avec l'Iran, renforcent l'incertitude autour de la rente des hydrocarbures. À cet état de fait s'ajoute une dette qui a explosé ces dernières années, passant de 5 % en 2014 à 81 % du PIB en 2020, à cause des variations du cours du pétrole : celles-ci impactent fortement l'économie omanaise qui repose à plus de 70 % sur les hydrocarbures et ses dérivés³. Ainsi, l'un des premiers objectifs déclinés dans la nouvelle « Vision 2040 » est la diversification de l'économie *via* la pétrochimie, le tourisme, les semi-conducteurs, les énergies renouvelables, la robotique et l'exploitation d'autres matières premières (mines de cuivre, or, zinc, manganèse, terres rares).

Trouver une solution au chômage qui impacte fortement les jeunes (49 % en 2018), alors que les opportunités d'emploi dans la fonction publique s'amenuisent, est un autre besoin pressant. Malgré une mise à la retraite forcée des fonctionnaires les plus âgés et une politique « d'omanisation » des emplois dans le sultanat, les efforts du gouvernement se heurtent à une inadéquation entre la formation des jeunes Omanais et les besoins des entreprises, ainsi qu'à la préférence rationnelle d'un bon nombre d'employeurs pour des travailleurs expatriés venant en majorité d'Asie et soumis au régime de la *kafalah* (système de parrainage)⁴. Dix ans après les manifestations des Printemps arabes qui avaient également touché Oman, résorber le chômage des jeunes devient un enjeu crucial pour le nouveau sultan : en 2019 et 2021, de nouvelles manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du pays pour contester certaines mesures d'austérité, en particulier la levée de plusieurs subventions et l'introduction d'une TVA pour la première fois dans l'histoire du pays⁵.

Ces enjeux de politique interne ne doivent pas être mis de côté lors de l'analyse de la politique étrangère du nouveau sultan : l'après-pétrole et le besoin pressant de développement économique irriguent la politique étrangère omanaise. Un an et demi après le couronnement du sultan Haïtham, Oman parvient à préserver la doctrine diplomatique qui a fait son succès pendant un demi-siècle.

LES RELATIONS AVEC LES VOISINS DU CONSEIL DE COOPERATION DU GOLFE

La politique étrangère omanaise se structure tout d'abord autour des enjeux du Conseil de coopération du Golfe (CCG), organisation dont le pays est membre depuis sa création en 1981. Même si Oman est un membre actif, le sultan Qabous avait toujours mis des freins à une extension trop rapide des compétences du CCG (souvent poussée par l'Arabie saoudite, notamment sur les questions monétaires) afin de préserver l'indépendance et la souveraineté omanaises. Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite restent ainsi les deux premiers partenaires économiques d'Oman.

Qabous s'est toutefois efforcé de tenir à distance l'ambitieux voisin saoudien, même si les échanges commerciaux sont importants entre les deux pays : l'Arabie saoudite a investi 210 millions de dollars dans le port omanais de Duqm (prononcer « Doqoum ») en 2018. Le rapprochement visible entre les deux monarchies constitue la première inflexion stratégique depuis la prise de pouvoir d'Haïtham.

² Selon les chiffres du BP Statistical Review of World Energy 2020.

³ <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2021/01/13/one-year-into-his-reign-omans-sultan-must-renegotiate-the-social-contract-and-prioritize-diversification/>.

⁴ <https://agsiw.org/omans-protesters-seek-jobs-and-reform/>.

⁵ <https://carnegie-mec.org/diwan/84671>.

Pour sa première visite à l'étranger, en juillet 2021, le nouveau sultan s'est ainsi rendu en Arabie saoudite pour notamment évoquer le Yémen et un partenariat économique renforcé entre Riyadh et Mascate. Durant cette visite historique, Haïtham était accompagné de plusieurs ministres (Défense, Sécurité intérieure, Affaires étrangères, Commerce et Industrie, Communication, Investissements). Sur le plan économique, de nombreux accords ont été signés et un conseil de coordination entre les deux pays a été approuvé. Le vieux projet de construction d'une route et d'une ligne de train entre les deux pays a de nouveau été évoqué : ce nouvel axe de communication permettrait de développer les échanges commerciaux dans la Péninsule, en ouvrant l'Arabie saoudite à l'océan Indien et en irriguant l'économie omanaise de produits saoudiens⁶. Ce rapprochement, qui s'apparente davantage à un soutien économique apporté par l'Arabie saoudite à son voisin oriental, interroge cependant sur le plan stratégique car Mascate et Riyadh souffrent de nombreux désaccords, en particulier sur le Yémen et l'Iran ; Oman a l'habitude d'utiliser ses relations avec les adversaires des Saoud pour limiter l'influence de Riyadh. L'aide saoudienne sera-t-elle donc conditionnée à un alignement diplomatique sur ces deux dossiers régionaux ?

Les relations entre Oman et les Émirats arabes unis ne sont pas non plus au beau fixe. Le sultanat possède deux enclaves en territoire émirati (péninsule de Moussandam et ville de Madha), occasionnant des différends territoriaux. De plus, Mascate a révélé en 2011 et 2019 le démantèlement de réseaux d'espionnage émiratis dans le pays, qui s'intéressaient à ses relations avec l'Iran et à la question successorale. Abou Dhabi est en outre de plus en plus actif sur la scène régionale et souhaiterait un alignement d'Oman sur ses positions⁷. Bien que partenaires économiques majeurs, les Émirats sont également un concurrent d'Oman dans le domaine énergétique et celui des transports : le développement des projets de centrales éoliennes et du port international de Duqm font de l'ombre à Abou Dhabi et Dubaï (port de Jabal Ali). Malgré ces difficultés, les deux États font preuve de pragmatisme et coopèrent dans de nombreux domaines.

Le rapprochement entre Mascate et Riyadh contribuera-t-il à creuser un peu plus la ligne de faille entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ? Pour certains experts, c'est l'Arabie saoudite qui change sa stratégie d'alliances et considère Oman comme un pont vers son principal concurrent régional, l'Iran⁸. Mascate cherchera sûrement à préserver la position d'équilibre qui a toujours été la sienne, mais les besoins pressants de soutien économique risquent de faire pencher la balance stratégique omanaise dans les prochaines années, ce qui aura des conséquences au sein du CCG : les 60 km de route reliant l'Arabie saoudite et Oman vont ainsi impacter négativement les Émirats arabes unis qui assuraient auparavant le transit de marchandises⁹.

En ce qui concerne les plus petits États du CCG, Oman s'est particulièrement rapproché du Qatar durant le blocus que ce dernier a subi et auquel Oman a refusé de participer, se plaçant même en médiateur pour aboutir au sommet d'Al-Ula en janvier 2021. Durant le blocus, les exportations omanaises vers le Qatar ont été multipliées par deux, tandis que les importations qatariennes ont été multipliées par cinq. En outre, le trafic aérien et portuaire d'Oman a été démultiplié grâce aux investissements qatariens, contribuant à la transformation du pays en un véritable *hub* régional. Outre les bénéfices économiques, il convient aussi de souligner le rapprochement des deux pays sur le plan stratégique : durant l'été 2021, les deux chefs d'état-major se sont respectivement rendu visite. Les deux États refusent traditionnellement d'être inféodés à Riyadh et entretiennent des relations importantes avec Téhéran, ce qui explique leur convergence d'intérêts¹⁰. Sur le long terme, la relation

⁶ <https://www.aljazeera.com/news/2021/7/11/omans-sultan-visits-saudi-arabia-on-first-overseas-trip>.

⁷ <https://www.mei.edu/publications/omans-regional-role-time-challenge-and-change>.

⁸ <https://www.aa.com.tr/fr/monde/bloomberg-la-visite-du-sultan-doman-est-un-indice-sur-le-changement-dalliances-de-riyad-analyse/2305720>.

⁹ <https://www.iris-france.org/159098-redistribution-des-cartes-dans-la-region-du-golfe-sur-fond-de-rivalites-entre-larabie-saoudite-et-les-emirats-arabes-unis/>.

¹⁰ <https://www.brookings.edu/opinions/bdc-snapshots-neutral-oman-is-clear-winner-of-gulf-crisis-and-resolution/>.

entre Mascate et Doha devrait ainsi se renforcer et faire du Qatar un allié précieux d'Oman, en comparaison de Bahreïn et Koweït qui restent toutefois des partenaires économiques importants du sultanat.

Oman parvient donc pour l'heure à préserver sa sécurité dans la région en perpétuant sa tradition de neutralité vis-à-vis de ses voisins, et continue d'être perçu comme un interlocuteur utile face aux différentes crises qui agitent son voisinage.

OMAN DANS L'ŒIL DU CYCLONE

Quatre dossiers occupent particulièrement la chancellerie omanaise : l'Iran, le Yémen, la Syrie et le dossier israélo-palestinien.

Oman a choisi depuis les années 1970 de ne pas se fâcher avec l'Iran comme ont pu le faire certains de ses voisins. Les deux pays ont toujours respecté leur souveraineté respective et aujourd'hui, Mascate est l'un des principaux partenaires de Téhéran, ce qui est d'autant plus paradoxal qu'Oman accueille des bases américaines sur son territoire. À la suite du retrait unilatéral américain de l'accord de Vienne, les tensions sur la question nucléaire iranienne ont refait surface. Avec l'élection de Joe Biden, la possibilité d'un nouveau JCPOA existe, et Oman cherchera sans nul doute à se repositionner comme interface privilégiée de Washington et de Téhéran pour faciliter les négociations. Ainsi, après un appel téléphonique entre Ebrahim Raïssi et le sultan, le ministre des Affaires étrangères Badr al-Busaidi a été reçu en Iran durant le mois d'août 2021 par le nouveau président iranien. On remarquera qu'Oman refuse de prendre parti au sujet des nombreux incidents ayant eu lieu près de ses côtes et dont l'Iran paraît responsable, afin de préserver ses relations avec le régime en place. Toutefois, une multiplication des incidents dans le détroit d'Ormuz pourrait handicaper Oman qui cherche à s'autonomiser du détroit en développant le commerce maritime depuis les ports de Duqm et Salalah bordant directement l'océan Indien. La coopération irano-omanaise connaît cependant des blocages : du fait des sanctions américaines, les investissements iraniens à Oman tardent à se concrétiser. Le projet de pipeline sous-marin de 1 400 km entre l'Iran et l'Inde *via* Oman est à l'arrêt depuis de nombreuses années, bien que le ministre du Pétrole et du Gaz, Mohammed al-Rumhy, ait annoncé en janvier 2021 l'intention d'Oman d'importer du gaz iranien dès la remise en place du JCPOA, de manière à permettre à l'Iran d'utiliser 25 % des installations gazières du sultanat¹¹.

Dans sa dynamique de rapprochement avec l'Arabie saoudite, le dossier yéménite est une carte importante dans la main du sultan Haïtham. Le pouvoir est proche des rebelles Houthis dont certains se sont réfugiés à Oman (notamment Mohamed Abdel Salam, le porte-parole du groupe). Mascate souhaite en effet conserver son influence dans la province voisine de Mahra au Yémen. Le sultanat a souvent été accusé par Riyadh de complaisance en laissant passer sur son territoire des cargaisons d'armes en provenance d'Iran¹², tolérance qui constitue un moyen de pression non négligeable de Mascate sur les Houthis. Si le dossier yéménite a été un sujet de tensions entre les deux capitales depuis 2015, la fin des hostilités permet à Oman de s'affirmer une nouvelle fois comme un interlocuteur neutre privilégié lors de potentielles négociations, contribuant ainsi à l'apaisement des tensions dans la Péninsule. Mascate renforce ainsi sa place dans le concert des nations, notamment aux yeux de Washington. Le sultan Haïtham, en digne héritier de Qabous, pourrait ainsi se présenter comme le parrain de la paix retrouvée au Yémen¹³.

La même stratégie pourrait s'appliquer à la Syrie : Oman a refusé de prendre des sanctions contre Damas et de participer militairement au conflit. Le sultanat a été le premier pays à rouvrir une représentation diplomatique à Damas dès janvier 2020, et le seul pays du Golfe à féliciter Bachar al-

¹¹ <https://oilprice.com/Geopolitics/Middle-East/Oman-Is-Vital-To-Iran-And-Chinas-Energy-Agenda.html>.

¹² Sebastian Castelier & Quentin Müller, « Charité omanaise pour le Yémen », *Le Monde diplomatique*, juin 2020.

¹³ <https://sanaacenter.org/publications/analysis/14390>.

Assad pour sa réélection en mai 2021. Haïtham a ainsi choisi de s'inscrire dans la lignée diplomatique de son prédécesseur, en privilégiant le dialogue avec tous les interlocuteurs et en encourageant le retour de Damas au sein de la Ligue arabe. Dans le cadre de la prochaine reconstruction syrienne, ce choix stratégique repose à n'en pas douter sur la perception de la Syrie comme un potentiel débouché pour la production omanaise, mais aussi comme l'occasion pour Oman de contribuer à la résolution d'un affrontement stratégique qui implique les principales puissances mondiales. Le sultanat peut ainsi espérer devenir un acteur humanitaire important et un interlocuteur neutre entre le régime syrien et les États-Unis, les Européens, la Russie, la Chine, la Turquie et les autres membres du CCG¹⁴. Enfin, la prolongation de la politique étrangère héritée de Qabous se constate dans le dossier israélo-palestinien. Souhaitant conserver sa capacité de décision afin de pouvoir préserver un équilibre complexe, Oman a refusé de rejoindre les accords d'Abraham. En 2019, Mascate avait annoncé son intention d'ouvrir une ambassade en Cisjordanie, projet qui attend toutefois d'être matérialisé. Ces décisions ne remettent pourtant pas en cause les relations cordiales que le pays a réussi à construire à la fois avec les Palestiniens et les Israéliens : en 2018, Benjamin Netanyahu s'était rendu à Mascate. En juin 2021, les deux ministres des Affaires étrangères ont échangé par téléphone sur les dossiers régionaux. Oman accueille déjà une usine de désalinisation commune aux Arabes et aux Israéliens. Même lors des périodes d'Intifada, les deux pays ont conservé des liens discrets. Le ministre des Affaires étrangères, Badr al-Busaidi, déclare fréquemment qu'Oman se satisfait de ses relations actuelles avec Israël tout en rappelant l'attachement du pays à une solution à deux États avec Jérusalem-Est comme capitale. En effet, un rapprochement trop franc avec Israël risquerait d'endommager la relation irano-omanaise, essentielle aux yeux de Mascate et de Téhéran. Une normalisation en grande pompe, qui pourrait apporter des avantages économiques certains à Oman, est donc pour l'instant peu probable, puisque tous les acteurs profitent du *statu quo* actuel¹⁵.

UNE DIPLOMATIE ECONOMIQUE AU SERVICE DE LA « VISION 2040 »

L'arrivée sur le trône du nouveau sultan a concorde avec l'accélération des besoins de diversification de l'économie. En conséquence, Oman a dû intensifier ses efforts en matière de diplomatie économique pour multiplier les liens commerciaux et les investissements dans le secteur privé, en particulier dans les secteurs non reliés au pétrole. Cette stratégie s'inscrit directement dans le projet « Vision 2040 » du sultanat qui vise à faire d'Oman un *hub* commercial et touristique. Oman pourrait être tenté de s'inspirer des Émirats arabes unis et de créer des complexes touristiques futuristes et extravagants comme ceux de Dubaï, ou bien décider de conserver une fois encore la stratégie de Qabous qui consistait à préserver l'héritage omanais et le caractère authentique du sultanat ; si l'on se fie aux documents officiels établissant la stratégie touristique du pays, la deuxième solution pourrait être préférée, tout en faisant d'Oman une destination haut de gamme.

Les efforts d'investissement du sultanat se constatent sur la côte est de l'Afrique. Dans l'archipel de Zanzibar, Oman a signé avec la Tanzanie un accord pour le développement de ports (conteneur, pétrolier, pêche ainsi qu'un chantier naval). Si l'on dispose pour l'instant de peu d'informations sur ce projet, celui-ci confirme les liens forts entre Mascate et son ancien comptoir puisqu'Oman considère Zanzibar comme sa porte d'entrée vers le continent africain. Le sultanat est le troisième investisseur sur place après les États-Unis et le Kenya¹⁶. Il a également déclaré, lors d'un forum entre les deux pays en mai 2021, avoir l'ambition de développer ses échanges avec l'Éthiopie.

Oman se tourne également vers l'Asie : l'Inde, le Pakistan, le Sri Lanka et le Bangladesh sont des partenaires commerciaux cruciaux. L'Inde, historiquement, entretient de forts liens avec Oman : en plus d'être le quatrième fournisseur d'Oman, le pays est la seconde destination d'export pour les

¹⁴ <https://carnegieendowment.org/sada/83486>.

¹⁵ <https://www.mei.edu/publications/oman-plays-it-safe-israel>.

¹⁶ [De Zanzibar à Oman, la douloureuse mémoire des exilés \(orientxxi.info\)](#).

produits omanais non pétroliers (6,7 milliards de dollars d'échanges par an). Huit cent mille Indiens vivent à Oman et 12 000 de leurs compatriotes visitent le pays chaque année ; de nombreuses *joint-ventures* indo-omanaises travaillent dans les secteurs pharmaceutiques et énergétiques. Vieux alliés militaires du fait de leurs intérêts stratégiques réciproques, leur coopération a été renforcée en 2018, à l'occasion d'une visite du Premier ministre indien à Mascate, durant laquelle les deux pays ont signé des accords dans le domaine de la sécurité (notamment dans le domaine de la lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden). Un projet de pipeline reliant l'Iran à l'Inde *via* Oman est dans les cartons depuis 1985. Actuellement concentrée sur les enjeux de défense (l'Inde a négocié un accès militaire au port de Duqm), la coopération indo-omanaise devrait continuer de se développer, faisant de l'Inde un des premiers partenaires d'Oman.

Un enjeu particulier risque cependant de tendre les relations entre Oman et certains de ses partenaires asiatiques : la politique d'omanisation des emplois au sein du sultanat. En effet, 44 % d'Indiens, 33 % de Bangladais et 17 % de Pakistanais constituaient avant la pandémie une part conséquente des étrangers travaillant à Oman (78 % des travailleurs dans le pays, 40 % de la population totale)¹⁷. Leurs emplois, sources de revenus indirects pour leur pays d'origine, sont menacés par la mise en place de mesures plus drastiques pour faire face au chômage des jeunes Omanais. Depuis, plus de 200 000 travailleurs étrangers ont quitté Oman.

Oman cherche également à développer des partenariats avec d'autres pays tels que la Russie, Malte, la Corée du Sud, l'Égypte, le Brésil, l'Allemagne ou les Pays-Bas. Ces trois derniers pays font partie des premiers investisseurs directs à Oman. Le sultanat profite d'une dynamique croissante d'échange entre le Brésil et les pays arabes¹⁸. Du côté de la Russie, l'alignement des positions géostratégiques sur les dossiers régionaux permet de bonnes relations entre les deux pays, comme en témoigne la visite à Oman du directeur du Service des renseignements extérieurs russes (février 2020), un mois après l'intronisation du nouveau sultan. Toutefois, les échanges économiques entre les deux pays (143 millions de dollars en 2018) demeurent faibles en comparaison des autres pays du Golfe¹⁹.

OMAN AU CŒUR DES RIVALITES SINO-AMERICAINES

Outre les rivalités qui structurent le Golfe, Oman, par sa position géographique au bord de l'océan Indien, se trouve au cœur des rivalités de puissance entre la Chine et les États-Unis qui investissent tous deux dans les ports omanais.

La Chine a ainsi investi dans le parc industriel de Duqm, position stratégique pour les futures nouvelles routes de la soie (BRI) qui permet d'éviter le détroit d'Ormuz. Le futur *hub* a pour ambition d'accueillir de l'industrie lourde et légère, une raffinerie, un aéroport international et des complexes touristiques. Pékin a promis 10,7 milliards de dollars sur une période de 10 ans. Six entreprises chinoises prévoient pour l'heure d'y bâtir des usines pour un investissement total de 3 milliards de dollars, puis de raffiner sur place le pétrole importé par la Chine²⁰. Pékin commence également à investir dans d'autres ports du pays (Sohar et Sur) qui permettent de s'affranchir eux aussi du détroit d'Ormuz. Profitant de la politique de privatisation lancée par le gouvernement omanais pour réduire la dette du pays, la Chine, par l'intermédiaire de la société State Grid, a acheté en décembre 2019 une participation de 49 % dans l'Oman Electricity Transmission Company, pour un milliard de dollars²¹. En 2016, le gouvernement d'Oman avait déjà emprunté 3,6 milliards de dollars à des institutions financières chinoises. Il est à noter que la Chine est également destinataire de 85 % des exportations de pétrole d'Oman et qu'elle s'intéresse énormément aux ressources en gaz du sultanat. Quelques mois après la visite du ministre

¹⁷ 2020 Yearbook of Statistics.

¹⁸ <https://www.omanobserver.om/article/18155/Opinion/growth-in-brazilian-trade-relations-with-arab-world>.

¹⁹ <https://www.mei.edu/publications/growing-strength-russian-omani-ties>.

²⁰ <https://orientxxi.info/magazine/a-oman-un-port-strategique-pour-contourner-le-detroit-d-ormuz.3115>.

²¹ <https://www.al-monitor.com/originals/2019/12/sell-off-oman-privatization-mideast.html>.

des Affaires étrangères Wang Yi, le ministère du Tourisme omanais ouvrait une représentation touristique en Chine afin de promouvoir l'accueil massif de touristes chinois dans le sultanat²². Ces investissements considérables semblent avoir déjà un impact sur la politique étrangère d'Oman qui a été l'un des 53 pays à soutenir la Chine lors de l'implantation de la loi de sécurité nationale à Hong Kong.

Déjà présents militairement sur l'île de Masirah, à Thumrait et près de l'aéroport de Mascate/Seeb, les États-Unis ont signé en 2019 un accord permettant l'accès durable de leur VII^e Flotte aux ports de Duqm et Salalah. Le premier est d'ailleurs capable d'accueillir un porte-avions et des sous-marins nucléaires qui peuvent facilement se déployer ensuite en mer d'Oman. Pour contrer l'influence chinoise, les États-Unis cherchent également à s'implanter davantage économiquement²³. Mais la présidence Trump, qui a délaissé Oman au profit des Émirats et de l'Arabie saoudite, a écorné les relations entre les deux pays, que la nouvelle administration démocrate peine à réparer.

Un affrontement sino-américain aurait des conséquences majeures sur tous ces investissements. Oman, dont les liens avec les États-Unis ont été approfondis dès les années 1980, pourrait également être un point d'ancrage pour les ambitions chinoises. Le port de Duqm, où les Chinois investissent mais où les Américains, Anglais et Indiens stationnent des bâtiments militaires (empêchant ainsi une implantation militaire chinoise), est ainsi devenu une case stratégique sur l'échiquier de l'océan Indien²⁴. L'enjeu pour Mascate consiste ainsi à préserver un équilibre complexe entre les deux grandes puissances, tout en profitant au maximum de leurs capacités d'investissement²⁵.

Le sultanat entretient des liens étroits avec le Royaume-Uni, ancienne puissance coloniale qui avait aidé Qabous dans sa prise de pouvoir (1970) face à son père. Malgré une diminution de la présence militaire britannique, Oman accueille toujours trois bases de renseignement britanniques ainsi qu'une base navale. En 2018, les deux pays ont signé des accords sécuritaires qui permettent aux navires militaires anglais d'accéder au port de Duqm et en 2020, l'armée britannique a annoncé sa volonté d'investir 25 millions d'euros pour l'agrandissement de sa base navale. Le Royaume-Uni est aussi un concurrent sérieux pour les États-Unis en termes d'exportations d'armement, en particulier en matière aérienne (chasseurs Typhoon et hélicoptères), tout en restant un investisseur important dans le domaine des hydrocarbures (avec British Petroleum). Il convient également de noter les liens personnels des dirigeants omanais avec l'ancienne puissance coloniale : Haïtham est membre de l'Anglo-Omani Society et a étudié à l'université d'Oxford puis travaillé à l'ambassade de Londres, tout comme le ministre des Affaires étrangères Badr al-Busaidi. Nul doute qu'après le BREXIT, les Britanniques se rangent en ordre de bataille pour récupérer certaines positions perdues face aux Américains.

Au milieu de ces luttes d'influence, l'Union européenne (UE) peine à se faire une place. Elle n'entretient de liens diplomatiques avec Mascate que par l'intermédiaire de la délégation européenne au Conseil de coopération du Golfe, se privant ainsi d'un dialogue stratégique direct avec un acteur pourtant crucial dans la région²⁶. La présence européenne à Oman se remarque *via* les entreprises pétrolières comme l'italien Eni et le français Total qui exploitent certains blocs d'hydrocarbures. Pour Oman, l'Union européenne reste davantage un réservoir de touristes fortunés.

La France, qui dispose d'une ambassade à Mascate, ne semble pas parvenir à créer des liens politiques forts avec le nouveau sultan et son administration : depuis l'intronisation de Haïtham, seul un accord portant sur la coopération militaire a été signé, et aucune rencontre de niveau ministériel n'a eu lieu. Toutefois, sur le terrain économique, Paris reste un acteur de premier plan, comme l'illustre le choix de l'entreprise française SME Lorient-Keroman pour contribuer au développement du *hub* de Duqm,

²² <https://timesofoman.com/article/104953-sultanate-opens-tourism-representation-office-in-china>.

²³ <https://oilprice.com/Energy/Energy-General/Why-The-US-Is-Desperate-To-Secure-Influence-In-Oman.html>.

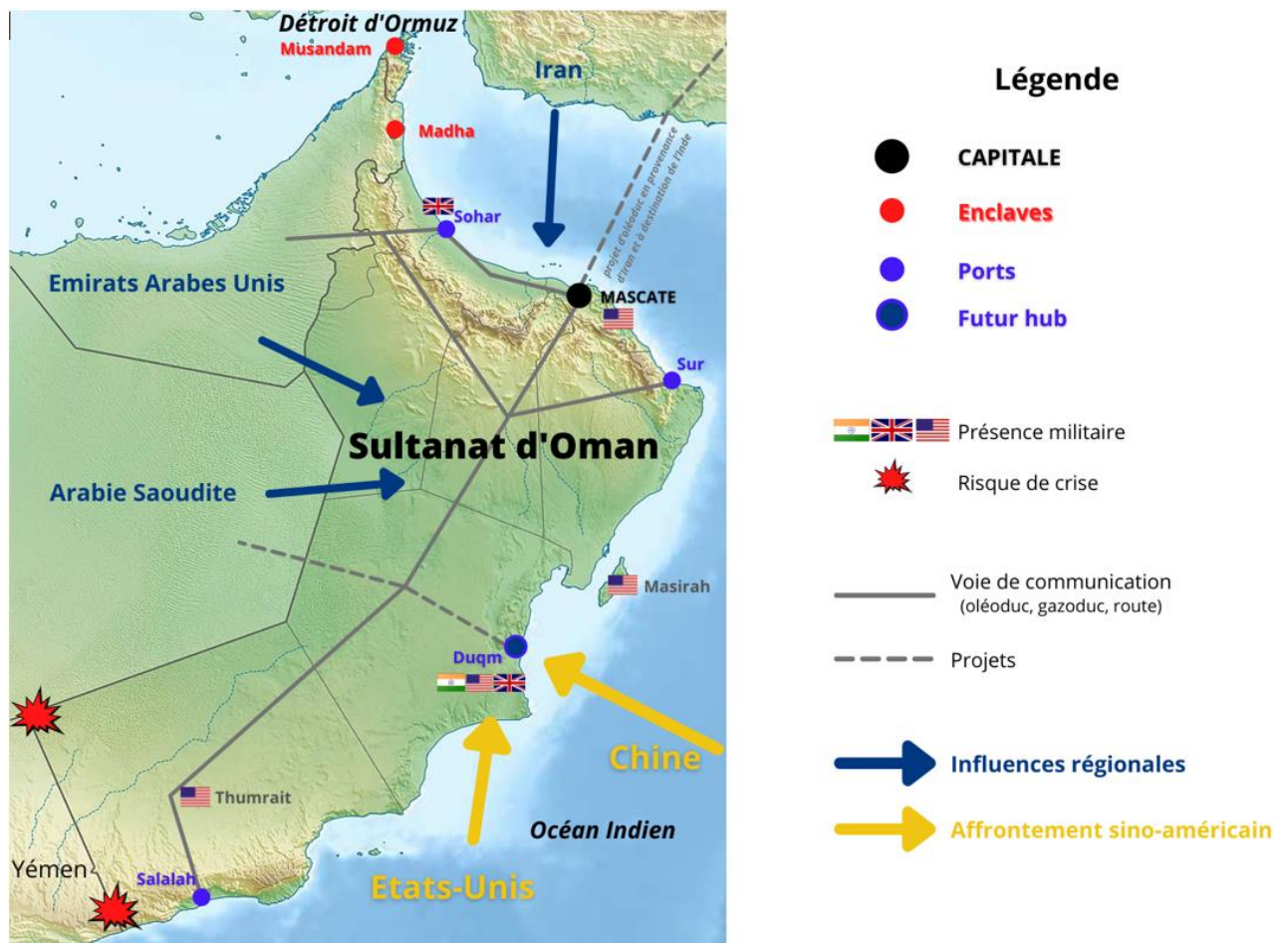
²⁴ <https://www.inss.org.il/publication/a-port-rush-competition-for-control-of-trade-routes/>.

²⁵ <https://www.mei.edu/publications/coming-us-china-cold-war-view-gulf>.

²⁶ https://ceas.europa.eu/sites/default/files/the_european_union_and_the_gcc_en.pdf.

même si la France n'était en 2019 que le 25^e partenaire commercial du sultanat, largement derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie²⁷. Face au besoin pressant de formation universitaire de la jeune génération omanaise, un partenariat éducatif avec la France, réputée pour sa contribution à l'éducation des élites de la région, serait particulièrement utile à Oman et renforcerait les liens franco-omanais.

Dans le cadre des affrontements géopolitiques, l'enjeu consiste donc pour Oman à préserver sa neutralité, sa souveraineté et son autonomie stratégique, sur le plan diplomatique comme économique. Seule une restructuration économique réussie permettra au sultanat de ne pas dépendre d'une autre puissance. La doctrine diplomatique mise en place par le sultan Qabous, qui a longtemps porté ses fruits, devrait continuer à soutenir son successeur dans un contexte de plus en plus concurrentiel sur le plan stratégique.



²⁷ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/oman/relations-bilaterales/>.



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques



INSTITUT FMES

Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - F 83000 TOULON

TOUS DROITS RESERVES

